

Dans notre pays, les richesses produites n'ont jamais été aussi importantes, néanmoins elles ne profitent qu'à quelques uns, ce qui est inacceptable. Les revendications de la CGT sur l'emploi, la formation, les salaires et les retraites sont indissociables. De l'argent, il y en a et il doit être réparti pour l'amélioration de la vie de tous.

- Augmentation générale des salaires et des pensions,
- Arrêt des licenciements et réduction de la précarité,
- Retraite à taux plein à 60 ans, 75 % du salaire, et en aucun cas, la retraite ne doit être inférieure au SMIC pour une carrière complète,
- Maintien et développement de la possibilité de partir à 55 ans, c'est la reconnaissance de la pénibilité,
- Maintien et développement des régimes particuliers de retraites.

La CGT, dans le public et le privé :

- S'oppose à toute diminution du pouvoir d'achat. La proposition du gouvernement d'augmenter les cotisations retraites des salariés est inadmissible... Pour la CGT, la seule façon d'obtenir davantage de cotisation salariales, c'est d'augmenter les salaires, de créer des emplois, de stopper la précarité.
 - Est contre tout allongement de durée de cotisation qui serait catastrophique pour les salariés déjà en grandes difficultés.
 - Appelle tous les salariés, les retraités à faire grève et manifester le 24 juin 2010...
 - Réaffirme que les profits doivent bénéficier à tous les salariés.
 - Exige l'arrêt des exonérations des cotisations permises aux employeurs et propose de nouveaux financements.
- Pense, qu'ensemble, nous pouvons imposer une politique de protection sociale solidaire.

Partout, soyons en grève, et manifestons dans l'unité le 24 juin, dans le Privé et le Public

Bulletin d'adhésion ou de contact

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Age : _____ Profession : _____

Etablissement / service / téléphone (nom et adresse) : _____



Signez en ligne aussi la pétition <http://www.cgtsolidaire.org/portal/27>



Le 24 juin

Mobilisons-nous pour l'avenir des retraites

Le gouvernement vient d'annoncer les grandes lignes de sa réforme, au service du MEDEF et pour rassurer les marchés financiers.

Les salariés ne sont pas une monnaie d'échange, la CGT ne veut pas que l'unique solution soit de satisfaire les patrons et les marchés financiers, que les retraites des salariés soient sacrifiées, sans qu'aucune autre alternative de progrès ne soit mise en œuvre.

Que nous soyons jeunes, moins jeunes, retraités, salariés ouvriers, techniques; du privé ou du public, ou privés d'emploi; nous devons tous nous mobiliser pour changer l'avenir, pour peser sur les choix que le gouvernement et le MEDEF veulent imposer.

Dans nos entreprises, et plus largement dans toute la société française, les sujets de mécontentements, d'insatisfactions ne manquent pas, pour autant l'urgence est la mobilisation sur le dossier des retraites.

Les situations sociales internationales et européennes s'avèrent, elles aussi, préoccupantes. Les salarié-e-s et la population s'organisent et se mobilisent déjà, comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, et ailleurs.

Être dans l'action, se mobiliser, c'est proposer d'autres alternatives pour améliorer notre avenir !



Nous n'avons pas à payer les effets de la crise, dont nous ne sommes pas responsables. Nous n'avons pas à subir les choix et les restrictions que nous réservent le gouvernement et le patronat.

En dehors de la logique libérale qu'on nous impose, d'autres logiques existent !

Les salaires

Depuis des années, ils sont notoirement insuffisants. Leurs perspectives d'évolution, dans le privé et dans le public, sont peu réjouissantes. Ils seront proches de 0% en 2010. Cette situation ne peut plus durer. La politique salariale de nos employeurs découle directement des choix dictés par le gouvernement, des réductions drastiques du financement de la protection sociale. La situation est similaire pour les pensions et les retraites qui n'évoluent plus suffisamment pour faire face aux besoins de la vie.

Des augmentations auraient un double effet :

- Accroître le revenu des salariés,
- Contribuer à engendrer des apports financiers supplémentaires pour nos systèmes de protections solidaires.

La CGT revendique des augmentations salariales justifiées de 10%, permettant de financer les systèmes solidaires, comme la Sécurité Sociale et les retraites.

Revendiquer des augmentations de salaires, c'est mieux vivre aujourd'hui et demain, au quotidien !
C'est aussi garantir des moyens supplémentaires pour les services publics et nos systèmes de protections solidaires.

L'Emploi

Moteur de nos activités, il est de plus en plus mis à mal.

Par exemple le secteur de la santé manque cruellement d'emplois pour faire face aux besoins des populations. Ces 10 dernières années, l'activité a augmenté de 30 %, alors que la progression des emplois a été de 10 % (*réduction du temps de travail inclus*).

100 000 emplois sont à créer dans les établissements publics et privés de santé.

L'emploi est au cœur des préoccupations. C'est pourquoi la CGT revendique la rapide mise en place d'un plan « urgence-emploi-formation ».

Les retraites

Les créations d'emplois sont autant d'économie pour l'assurance chômage. Elles représentent des cotisations en plus, et par conséquent, des moyens supplémentaires pour le maintien et l'amélioration des retraites.

Augmenter les salaires, c'est accroître le pouvoir d'achat des salariés, permettant de dynamiser l'économie et aussi de renforcer les cotisations pour les différents systèmes solidaires, dont celui de la retraite.

De maintenir et développer de nouveaux droits pour les retraites

Aujourd'hui, le Gouvernement fait voler en éclats le droit à partir en retraite dès 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles), au motif que nous vivons plus longtemps. Faut-il remettre en question cette amélioration des conditions de vie ? Pouvons-nous accepter de travailler plus longtemps quand tant de jeunes se trouvent au chômage ?

Le financement pérenne des retraites est possible, en augmentant les salaires, en modifiant la répartition des richesses en faveur du travail et en taxant les revenus financiers.

Pour la CGT, il faut renforcer le régime général, maintenir les régimes spéciaux comme celui de la CNRACL. (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales).

Ce sont
des
moyens en
+ pour

Ce sont
des
moyens en
+ pour

+ de
moyens
permet

+ de
moyens
permet

D'augmenter les futures retraites et les pensions.

Reconnaître la pénibilité du travail :

Par un chantage scandaleux, au nom de la reconnaissance justifiée de la qualification Bac + 3, le gouvernement remet par exemple en cause (en supprimant la retraite à 55 ans) la pénibilité pour les infirmières.

Pourtant, ce n'est que justice sociale de maintenir cette reconnaissance de la pénibilité. Il faut l'élargir tous les salariés qui travaillent dans les conditions similaires.

Depuis des années la CGT, revendique une réparation par un départ anticipé pour les salariés exposés à la pénibilité. Le mécanisme de départ anticipé à 55 ans doit être conforté, amélioré et étendu aux salariés du public et du privé.